

Motion à l'issue de la manifestation du 10 février 2014

« Je marche pour la culture »

Ce **lundi 10 février 2014**, des milliers de personnes ont répondu à l'appel des organisations professionnelles du secteur culturel et sont descendus dans la rue pour défendre la Culture à Paris, Lyon, Marseille, Lille, Toulouse, Nantes, Bordeaux, Montpellier, Rennes, Metz, Clermont-Ferrand et Saint-Denis de La Réunion.

Devant l'effacement de toute ambition culturelle des discours politiques, notamment ceux des élus de gauche qui avaient pu nous habituer à plus de considération pour des valeurs non exclusivement marchandes, **Je marche pour la Culture** est la mobilisation des professionnels autant que de tout citoyen, usager, habitant qui n'imaginent pas une société sans Culture.

Comme cela a été récemment démontré par des études économiques, ce secteur d'activité est l'un des plus dynamiques, par son développement, l'attractivité qu'il suscite et l'épanouissement des citoyens. Il est un important pourvoyeur d'emplois non délocalisables. Il traduit l'âme de notre Nation, son histoire et la diversité de son expression.

Par une concentration inédite d'enjeux législatifs, sociaux et financiers, le secteur culturel est à la croisée des chemins. Les prochaines semaines vont être décisives, soit par un nouvel élan salvateur, soit par un démantèlement rapide d'une des richesses de la France.

Dans le cadre d'une nouvelle étape de la décentralisation, à laquelle nous restons attachés pour en avoir été les pionniers, une délégation de compétences à toute collectivité territoriale a été inscrite dans la loi, qui entrainera l'effacement de l'Etat garant républicain et notamment du droit fondamental de l'accès à la culture.

Après les diminutions déjà constatées ces dernières années, de nouvelles baisses, plus drastiques encore, s'annoncent pour les trois prochaines années sur les budgets culturels de l'Etat et des collectivités territoriales.

De même l'audiovisuel public est en danger après des années de sous financement organisé, insupportable en regard des objectifs qui lui sont assignés.

Rien ne garantit non plus que la réforme du régime de sécurité sociale des artistes auteurs aboutisse aux améliorations annoncées, en poursuivant son élaboration de façon incohérente et sans visibilité de son pilotage.

Ainsi, malgré des études qui prouvent le poids économique de notre secteur d'activité et malgré la présentation prochaine au Parlement d'une loi inédite dédiée à la création, le gouvernement n'est pas vraiment au rendez-vous de ces enjeux majeurs pour le développement de l'art et de la culture.

Devant tant de renoncements, **Je marche pour la Culture** est l'occasion de rappeler les mots oubliés de François Hollande en 2012 : « *La Culture n'est pas un luxe dont on peut se débarrasser en période de disette... La Culture c'est l'avenir...* »

Devant tant de périls, **Je marche pour la Culture** est l'occasion de rappeler la place singulière de l'art et de la culture dans l'identité et les valeurs de notre pays.

Nous demandons

- que le gouvernement s'engage immédiatement à dégelier les crédits du Ministère de la Culture pour l'année 2014 et à préserver ceux des années 2015/2017 ;
- que la réforme de la décentralisation ne se fasse pas au détriment du rôle de garant républicain de la liberté artistique et de l'équité entre les citoyens et les territoires et garantisse le maintien des DRAC ;
- que le régime spécifique d'assurance chômage des intermittents soit préservé au sein de la solidarité interprofessionnelle et rendu plus juste et équitable ;
- la nomination d'un ou une chef(fe) de projet identifié(e) pour construire en concertation avec les organisations professionnelles le projet de la future Caisse d'Assurance Sociale des Artistes-Auteurs ;
- qu'un plan de développement soit mis en œuvre pour assurer d'une part l'avenir de la création artistique, avec la double préoccupation de l'emploi et de l'attention à tous les publics, et d'autre part, garantir la continuité de l'Etat sur l'ensemble du territoire en allouant des moyens humains à la hauteur des besoins dans les DRAC.

Le 10 février est une première marche, nous continuons à marcher le 12 mars pour nous faire entendre encore plus nombreux !